

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Arrêté du 22 avril 2022 portant création et organisation générale des comités sociaux d'administration des ministères économiques et financiers et de leurs établissements publics

NOR : ECOP2211843A

Le ministre de l'économie, des finances et de la relance et la ministre de la transformation et de la fonction publiques,

Vu le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 561-23 et D. 561-33 à D. 561-35 ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment les articles L. 411-1 et R. 411-2 relatifs à l'Institut national de la propriété industrielle ;

Vu le code des postes et communications électroniques, notamment son article L43 ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, notamment son article 44 ;

Vu le décret n° 46-1432 du 14 juin 1946 modifié pris pour l'application des articles 32 et 33 de la loi de finances du 27 avril 1946 relatifs à l'Institut national de la statistique et des études économiques pour la métropole et la France d'outre-mer ;

Vu le décret n° 70-602 du 2 juillet 1970 portant création d'un institut régional d'administration à Lille ;

Vu le décret n° 70-603 du 2 juillet 1970 portant création d'un institut régional d'administration à Lyon ;

Vu le décret n° 72-536 du 29 juin 1972 portant création d'un institut régional d'administration à Nantes ;

Vu le décret n° 73-276 du 14 mars 1973 modifié relatif au statut particulier du corps de l'inspection générale des finances ;

Vu le décret n° 73-834 du 21 août 1973 portant création d'un institut régional d'administration à Metz ;

Vu le décret n° 79-900 du 15 octobre 1979 portant création d'un institut régional d'administration à Bastia ;

Vu le décret n° 91-1033 du 8 octobre 1991 modifié relatif à l'École nationale supérieure des mines de Paris (Mines Paris) ;

Vu le décret n° 96-1178 du 27 décembre 1996 relatif à l'Agence nationale des fréquences pris pour l'application de l'article 14 de la loi n° 96-659 du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications ;

Vu le décret n° 2001-1178 du 12 décembre 2001 modifié relatif à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

Vu le décret n° 2002-612 du 26 avril 2002 modifié instituant un médiateur du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie ;

Vu le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 modifié relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2004-963 du 9 septembre 2004 modifié portant création du service à compétence nationale « Agence des participations de l'Etat » ;

Vu le décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004 modifié portant création d'une direction générale du Trésor au ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2005-122 du 11 février 2005 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'Etat » ;

Vu le décret n° 2005-1429 du 18 novembre 2005 modifié relatif aux missions, à l'organisation et aux emplois de direction des services de contrôle budgétaire et comptable ministériel ;

Vu le décret n° 2007-447 du 27 mars 2007 modifié relatif à la direction du budget ;

Vu le décret n° 2007-1664 du 26 novembre 2007 modifié relatif à la direction générale des douanes et droits indirects ;

Vu le décret n° 2007-1665 du 26 novembre 2007 modifié relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des douanes et des droits indirects ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-37 du 12 janvier 2009 modifié relatif à la direction générale des entreprises ;

Vu le décret n° 2009-64 du 16 janvier 2009 modifié relatif au conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-1052 du 26 août 2009 modifié portant création du service des retraites de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-1630 du 23 décembre 2009 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « service national des enquêtes » ;

Vu le décret n° 2010-56 du 15 janvier 2010 relatif à l'Autorité des normes comptables ;

Vu le décret n° 2010-444 du 30 avril 2010 modifié relatif aux attributions du secrétaire général des ministères économiques et financiers et portant création d'un secrétariat général ;

Vu le décret n° 2010-1651 du 28 décembre 2010 modifié relatif à la direction des impôts des non-résidents ;

Vu le décret n° 2010-1670 du 28 décembre 2010 modifié relatif au Groupe des écoles nationales d'économie et statistique (GENES) ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-279 du 28 février 2012 modifié relatif à l'Institut Mines-Télécom ;

Vu le décret n° 2013-1225 du 23 décembre 2013 relatif à la direction des grandes entreprises de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2014-1566 du 22 décembre 2014 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Unité Information Passagers » (UIP) ;

Vu le décret n° 2015-144 du 9 février 2015 modifié portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé « centre interministériel de services informatiques relatif aux ressources humaines » ;

Vu le décret n° 2015-462 du 23 avril 2015 modifié portant statut de la Masse des douanes ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 2015-1165 du 21 septembre 2015 modifié relatif à la direction interministérielle de la transformation publique ;

Vu le décret n° 2015-1607 du 7 décembre 2015 relatif aux conditions de désignation des médiateurs d'entreprises ;

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 modifié portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale et de commissions administratives ;

Vu le décret n° 2016-247 du 3 mars 2016 modifié portant création de la direction des achats de l'Etat et relatif à la gouvernance des achats de l'Etat ;

Vu le décret n° 2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

Vu le décret n° 2016-1263 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Normandie ;

Vu le décret n° 2016-1264 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Occitanie ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret n° 2016-1266 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le décret n° 2016-1267 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Vu le décret n° 2016-1268 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu le décret n° 2016-1804 du 22 décembre 2016 modifié relatif à la direction générale de l'administration et de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2017-329 du 14 mars 2017 relatif à l'Agence française anticorruption ;

Vu le décret n° 2017-510 du 7 avril 2017 relatif au service du contrôle général économique et financier ;

Vu le décret n° 2017-1827 du 28 décembre 2017 relatif à la direction nationale d'interventions domaniales ;

Vu le décret n° 2019-86 du 8 février 2019 relatif aux instituts régionaux d'administration ;

Vu le décret n° 2019-94 du 12 février 2019 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « direction nationale garde-côtes des douanes » ;

Vu le décret n° 2019-206 du 20 mars 2019 relatif à la gouvernance de la politique de sécurité économique ;

Vu le décret n° 2019-460 du 16 mai 2019 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « services d'enquêtes judiciaires des finances » ;

Vu le décret n° 2019-1454 du 24 décembre 2019 relatif à la direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers ;

Vu le décret n° 2020-872 du 15 juillet 2020 relatif à la coordination interministérielle en matière de lutte contre la fraude et à la création d'une mission interministérielle de coordination anti-fraude ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2000 modifié relatif à la direction nationale des vérifications de situations fiscales ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2000 modifié relatif à la direction des vérifications nationales et internationales ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2000 modifié relatif au service de documentation nationale du cadastre ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2000 modifié relatif à la direction nationale des enquêtes fiscales ;

Vu l'arrêté du 8 février 2001 modifié portant création d'une agence de la dette ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2001 modifié relatif à l'Ecole nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

Vu l'arrêté du 29 avril 2002 modifié relatif au service de l'informatique de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

Vu l'arrêté du 14 mars 2006 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Service commun des laboratoires du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie » ;

Vu l'arrêté du 29 octobre 2007 modifié portant création de deux services à compétence nationale dénommés « centre informatique douanier » et « direction nationale des statistiques du commerce extérieur » ;

Vu l'arrêté du 29 octobre 2007 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières » ;

Vu l'arrêté du 29 octobre 2007 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle » ;

Vu l'arrêté du 17 juin 2010 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Musée national des douanes » ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2010 modifié relatif à la création et à l'organisation de la direction des créances spéciales du Trésor ;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Ecole nationale des finances publiques » ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2011 modifié portant création de directions des services informatiques rattachées à la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2011 relatif à la création de la direction spécialisée des finances publiques pour l'Assistance publique-hôpitaux de Paris ;

Vu l'arrêté du 16 mars 2012 modifié relatif aux directions spécialisées du contrôle fiscal de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2012 relatif à la création de la direction spécialisée des finances publiques pour l'étranger ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2015 portant nouvelle organisation des directions régionales des finances publiques ;

Vu l'arrêté du 29 février 2016 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « service d'analyse de risque et de ciblage » ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2017 modifié relatif à l'organisation interne de l'Institut national de la statistique et des études économiques ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2017 relatif au service d'appui aux ressources humaines de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté du 22 février 2018 portant organisation de la direction interministérielle de la transformation publique ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2019 portant organisation de l'administration centrale de la direction générale des douanes et droits indirects ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2021 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « direction des projets numériques » ;

Vu l'avis du comité technique ministériel unique des ministères économiques et financiers du 1^{er} avril 2022,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – En application des dispositions des titres I^{er} et II du titre du décret du 20 novembre 2020 susvisé sont institués aux ministères économiques et financiers les comités sociaux d'administration figurant aux annexes I à V du présent arrêté.

Art. 2. – En application des mêmes dispositions sont instituées pour les ministères économiques et financiers des formations spécialisées de services figurant à l'annexe VI du présent arrêté.

Art. 3. – En application des dispositions de l'article 6 du décret du 20 novembre 2020 susvisé, il est institué auprès des directeurs généraux et directeurs des établissements publics relevant des ministères économiques et financiers ainsi qu'auprès du directeur général de l'administration et de la fonction publique et du vice-président du conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies les comités sociaux d'administration dont la liste figure en annexe VII.

Art. 4. – Sont abrogés à l’issue du prochain renouvellement général :

- les arrêtés du 24 avril 2018 portant création et organisation générale des comités techniques des ministères économiques et financiers, et portant création et organisation générale des comités techniques des établissements publics relevant des ministères économiques et financiers ;
- l’arrêté du 14 novembre 2018 modifié portant création et organisation générale des comités d’hygiène, de sécurité et des conditions de travail des ministères économiques et financiers.

Art. 5. – La secrétaire générale des ministères économiques et financiers, le directeur général de l’administration et de la fonction publique, les directeurs généraux, directeurs, chefs de service, le vice-président du conseil général de l’économie, de l’industrie, de l’énergie et des technologies, les directeurs généraux et directeurs des établissements publics auprès desquels sont institués les comités sociaux et formations spécialisées mentionnés ci-dessus, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 22 avril 2022.

*Le ministre de l’économie,
des finances et de la relance,
Pour le ministre et par délégation :
La secrétaire générale,
M.-A. BARBAT-LAYANI*

*La ministre de la transformation
et de la fonction publiques,
Pour la ministre et par délégation :
La directrice générale
de l’administration et de la fonction publique,
N. COLIN*

**ANNEXES I À V RELATIVES AUX COMITÉS SOCIAUX D'ADMINISTRATION
DES MINISTÈRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS**

ANNEXE I

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
MINISTÈRE DE LA TRANSFORMATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUES**

Départements ministériels

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration ministériel unique	Ministre de l'économie, des finances et de la relance, Ministre de la transformation et de la fonction publiques	Ensemble des directions et services des ministères économiques et financiers et établissements publics rattachés : - Caisse d'amortissement de la dette sociale, - Caisse de la dette publique, - Fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique	54,91	45,09	15	15	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Administration centrale

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social unique d'administration centrale	Secrétaire général des ministères économiques et financiers	Ensemble des directions et services de l'administration centrale des ministères économiques et financiers, y compris les services centraux de la DGCCRF	52,67	47,33	11	11	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Autres

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCF	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration spécial du SCN TRACFIN	Directeur du SCN	Service TRACFIN	43,80	56,20	3	3	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration spécial du Service commun des laboratoires	Chef du Service commun des laboratoires	Service commun des laboratoires	58,58	41,42	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration spécial des services à l'étranger de la Direction générale du Trésor »	Directeur général du Trésor	Services à l'étranger	30,60	69,40	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste

ANNEXE II
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES (DGFIP)

Direction générale

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de réseau (CSAR) de la DGFIP	Directeur général des finances publiques	Services centraux, direction de la législation fiscale, direction de l'immobilier de l'Etat, directions et services déconcentrés, directions et services spécialisés et directions et services à compétence nationale	58,20	41,80	11	11	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Services centraux

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCJ	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de service central de réseau (CSA SCR) de la DGFIP	Directeur général des finances publiques	Services centraux de la DGFIP, direction de la législation fiscale, direction de l'immobilier de l'État, service à compétence nationale "direction des projets numériques", délégations inter-régionales, directions locales de St Pierre et Miquelon et Wallis et Futuna	46,84	53,16	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Services déconcentrés

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSET	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de la DDFIP de l'In	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	57,81	42,19	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Aisne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,98	41,02	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Allier	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	64,30	35,70	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Alpes-de-Haute-Provence	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	63,52	36,48	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Hautes-Alpes	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	60,91	39,09	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Alpes-Maritimes	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	60,04	39,96	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Ardeche	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,46	41,54	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Ardennes	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	62,81	37,19	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Ariège	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	62,14	37,86	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Aube	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	64,07	35,93	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Aude	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	59,16	40,84	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Aveyron	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	61,87	38,13	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	61,87	38,13	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Calvados	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	59,00	41,00	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Cantal	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,41	41,59	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SACT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de la DDFIP de la Charente	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	64,43	35,57	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Charente-Maritime	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	59,75	40,25	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Cher	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	60,96	39,04	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Corrèze	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	63,78	36,22	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP de Bourgogne-Franche Comté et du département de la Côte-d'Or	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	62,82	37,18	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Côtes-d'Armor	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	57,60	42,40	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Creuse	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,85	41,15	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Dordogne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	54,29	45,71	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Doubs	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	62,22	37,78	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Drôme	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	60,16	39,84	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Eure	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	63,73	36,27	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP d'Eure-et-Loir	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	69,43	30,57	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Finistère	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	62,18	37,82	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP de Corse et du département de Corse-du-Sud	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	62,20	37,80	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de Haute-Corse	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,04	41,96	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Gard	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,92	41,08	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SCSCT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de la DRFIP d'Occitanie et du département de Haute-Garonne	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	63,95	36,05	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Gers	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	59,61	40,39	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	65,34	34,66	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Hérault	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	59,47	40,53	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	62,99	37,01	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Indre	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	60,89	39,11	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP d'Indre-et-Loire	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	62,30	37,70	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Isère	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	62,71	37,29	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Jura	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	61,39	38,61	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Landes	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	62,87	37,13	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Loir-et-Cher	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	60,00	40,00	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Loire	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	61,83	38,17	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Haute-Loire	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,56	41,44	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP des Pays de la Loire et du département de Loire-Atlantique	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	60,18	39,82	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP du Centre-Val-de-Loire et du département du Loiret	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	65,32	34,68	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SCT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de la DDFIP du Lot	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	56,38	43,62	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de Lot-et-Garonne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,06	41,94	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Lozère	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	50,60	49,40	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de Maine-et-Loire	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	59,90	40,10	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Manche	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	62,23	37,77	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Marne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	62,68	37,32	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Haute-Marne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	67,66	32,34	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de Mayenne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	59,84	40,16	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de Meurthe-et-Moselle	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	60,53	39,47	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Meuse	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	61,66	38,34	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Morbihan	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	60,20	39,80	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Moselle	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	61,37	38,63	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Nièvre	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	68,77	31,23	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Hauts-de-France et du département du Nord	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	51,82	48,18	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Oise	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	63,16	36,84	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Orne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	57,47	42,53	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSET	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de la DDFIP du Pas-de-Calais	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	60,11	39,89	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Puy-de-Dôme	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	64,29	35,71	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Pyrénées-Atlantiques	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	57,43	42,57	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Hautes-Pyrénées	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,90	41,10	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Pyrénées-Orientales	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	55,33	44,67	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP du Grand-Est et du département du Bas-Rhin	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	56,75	43,25	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Haut-Rhin	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,85	41,15	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP d'Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	62,04	37,96	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de Haute-Saône	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	66,67	33,33	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de Saône-et-Loire	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	67,09	32,91	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Sarthe	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,46	41,54	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de Savoie	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	62,82	37,18	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Haute-Savoie	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,36	41,64	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP d'Île-de-France et du département de Paris	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	51,49	48,51	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP de Normandie et du département de Seine-Maritime	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	60,48	39,52	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SCT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de la DDFIP de Seine-et-Marne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	69,03	30,97	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Yvelines	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	64,49	35,51	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Deux-Sèvres	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	56,67	43,33	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Somme	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	62,16	37,84	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Tarn	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	56,49	43,51	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de Tarn-et-Garonne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	61,84	38,16	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Var	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	63,49	36,51	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Vaucluse	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	62,00	38,00	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Vendée	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	60,56	39,44	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Vienne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	63,34	36,66	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de la Haute-Vienne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	59,89	40,11	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Vosges	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	65,16	34,84	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Yonne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	63,79	36,21	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration DDFIP du Territoire de Belfort	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	58,66	41,34	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP de l'Essonne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	68,52	31,48	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP des Hauts-de-Seine	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	55,71	44,29	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCI	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de la DDFIP de Seine-Saint-Denis	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	54,20	45,80	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Val-de-Marne	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	59,69	40,31	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DDFIP du Val-d'Oise	Directeur départemental des finances publiques	Direction départementale des finances publiques	65,58	34,42	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP de la Guadeloupe	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	65,23	34,77	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP de Guyane	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	56,47	43,53	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP de Martinique	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	65,64	34,36	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP de la Réunion	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	51,85	48,15	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DRFIP de Mayotte	Directeur régional des finances publiques	Direction régionale des finances publiques	45,89	54,11	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Directions locales

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCF	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de la DFIP de Nouvelle Calédonie	Directeur local des finances publiques	Direction locale des finances publiques	57,04	42,96	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DFIP de Polynésie Française	Directeur local des finances publiques	Direction locale des finances publiques	59,89	40,11	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Directions spécialisées : Directions de contrôle fiscal (DIRCOFI) et autres directions spécialisées

Directions de contrôle fiscal (DIRCOFI)

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSGT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de la Direction du Contrôle Fiscal Centre-Ouest	Directeur	Direction spécialisée	49,23	50,77	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction du Contrôle Fiscal Est	Directeur	Direction spécialisée	44,49	55,51	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction du Contrôle Fiscal Ile-de-France	Directeur	Direction spécialisée	50,77	49,23	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction du Contrôle Fiscal Nord	Directeur	Direction spécialisée	48,25	51,75	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction du Contrôle Fiscal Sud-Est	Directeur	Direction spécialisée	52,16	47,84	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction du Contrôle Fiscal Sud-Ouest	Directeur	Direction spécialisée	54,13	45,87	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction du Contrôle Fiscal Centre-Est	Directeur	Direction spécialisée	52,74	47,26	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction du Contrôle Fiscal Sud-Pyrénées	Directeur	Direction spécialisée	51,92	48,08	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Autres directions spécialisées

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCI	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de la Direction des créances spéciales du Trésor	Directeur	Direction spécialisée	Sans objet	Sans objet	6	6	NON	Election sur sigle
Comité social d'administration de la Direction Spécialisée des Finances Publiques pour l'Étranger	Directeur	Direction spécialisée	60,44	39,56	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction Spécialisée pour l'AP-HP	Directeur	Direction spécialisée	47,85	52,15	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Services à compétence nationale (SCN)

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCI	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de la Direction des grandes entreprises	Chef du SCN	Service à compétence nationale	49,38	50,63	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction Nationale d'Enquêtes Fiscales	Chef du SCN	Service à compétence nationale	45,07	54,93	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales	Chef du SCN	Service à compétence nationale	48,06	51,94	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction Nationale de Vérifications de Situations Fiscales	Chef du SCN	Service à compétence nationale	58,89	41,11	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction des Impôts des Non-Résidents	Chef du SCN	Service à compétence nationale	62,88	37,12	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration du Service d'Appui aux Ressources Humaines	Chef du SCN	Service à compétence nationale	69,63	30,37	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la Direction des Vérifications Nationales et Internationales	Chef du SCN	Service à compétence nationale	35,29	64,71	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de l'École Nationale des Finances Publiques	Chef du SCN	Service à compétence nationale	54,20	45,80	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration du Service de la Documentation Nationale du Cadastre	Chef du SCN	Service à compétence nationale	36,65	63,35	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration du Service des Retraites de l'Etat	Chef du SCN	Service à compétence nationale	63,78	36,22	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Directions des services informatiques (DISI)

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSC1	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de la DISI Grand Est	Chef du SCN	Service à compétence nationale	37,70	62,30	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DISI Nord	Chef du SCN	Service à compétence nationale	30,77	69,23	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DISI Centre Ouest	Chef du SCN	Service à compétence nationale	31,95	68,05	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DISI Rhône-Alpes-Auvergne-Bourgogne	Chef du SCN	Service à compétence nationale	37,64	62,36	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DISI Sud-Est Outre-Mer	Chef du SCN	Service à compétence nationale	32,21	67,79	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DISI Sud-Ouest	Chef du SCN	Service à compétence nationale	32,37	67,63	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de la DISI Ile-de-France	Chef du SCN	Service à compétence nationale	34,91	65,09	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste

ANNEXE III
DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS (DGDDI)

Direction générale

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de réseau (CSAR) de la DGDDI	Directeur général	Services centraux, services déconcentrés, SCN rattachés à la DGDDI et EPA Masse des douanes	38,48	61,52	11	11	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Services centraux

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCF	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration des Services Centraux (CSA SCR) de la DGDDI	Directeur général	Services centraux	53,38	46,62	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Services déconcentrés

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Ile-de-France	Directeur interrégional	Direction interrégionale	41,90	58,10	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Hauts-de-France	Directeur interrégional	Direction interrégionale	34,85	65,15	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Grand Est	Directeur interrégional	Direction interrégionale	38,49	61,51	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Bretagne, Pays de la Loire	Directeur interrégional	Direction interrégionale	42,41	57,59	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Nouvelle-Aquitaine	Directeur interrégional	Direction interrégionale	42,35	57,65	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Normandie	Directeur interrégional	Direction interrégionale	41,00	59,00	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire	Directeur interrégional	Direction interrégionale	39,51	60,49	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Auvergne-Rhône-Alpes	Directeur interrégional	Direction interrégionale	39,84	60,16	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Occitanie	Directeur interrégional	Direction interrégionale	39,90	60,10	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse	Directeur interrégional	Direction interrégionale	40,95	59,05	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Paris-Aéroports	Directeur interrégional	Direction interrégionale	40,54	59,46	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSGT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Antilles-Guyane (à l'exception de DR Guadeloupe et DR Guyane)	Directeur interrégional	Direction interrégionale (y compris les agents de Saint-Pierre-et-Miquelon)	42,37	57,63	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Guadeloupe	Directeur interrégional	Direction interrégionale	45,59	54,41	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Guyane	Directeur interrégional	Direction interrégionale	30,12	69,88	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Mayotte	Directeur interrégional	Direction interrégionale	30,68	69,32	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Nouvelle-Calédonie	Directeur interrégional	Direction interrégionale (y compris les agents de Wallis et Futuna)	48,80	51,20	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Polynésie française	Directeur interrégional	Direction interrégionale	36,59	63,41	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de La Réunion	Directeur interrégional	Direction interrégionale	33,97	66,03	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Etablissement public administratif (EPA)

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSI	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de l'EPA Masse des Douanes	Directeur	EPA Masse des Douanes		Sans objet	6	6	NON	Election sur sigle

Services à compétence nationale (SCN)

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCI	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration du SCN Centre informatique douanier	Chef du SCN	Service à compétence nationale	30,43	69,57	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration du SCN direction nationale des statistiques du commerce extérieur	Chef du SCN	Service à compétence nationale	34,08	65,92	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration du SCN direction nationale du renseignement des enquêtes douanières	Chef du SCN	Service à compétence nationale	30,26	69,74	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration du SCN Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle	Chef du SCN	Service à compétence nationale	35,66	64,34	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration du SCN service des enquêtes judiciaires des finances	Chef du SCN	Service à compétence nationale	35,20	64,80	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration du SCN Direction nationale des garde-côtes des douanes	Chef du SCN	Service à compétence nationale	15,45	84,55	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste

ANNEXE IV
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de réseau (CSAR) de l'INSEE	Directeur général	Services centraux et services déconcentrés de l'INSEE	57,41	42,59	11	11	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Services centraux

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCF	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration des services centraux (CSA SCR) de l'INSEE	Directeur général	Services centraux de l'INSEE	47,17	52,83	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Services déconcentrés

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSET	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Antilles-Guyane (Martinique, Guadeloupe et Guyane)	Directeur interrégional	Direction interrégionale	72,22	27,78	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de la Réunion-Mayotte	Directeur régional	Direction régionale	57,55	42,45	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Corse	Directeur régional	Direction régionale	67,39	32,61	5	5	OUI	Election sur sigle
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur	Directeur régional	Direction régionale	59,46	40,54	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Normandie	Directeur régional	Direction régionale	59,48	40,52	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Bourgogne Franche-Comté	Directeur régional	Direction régionale	70,31	29,69	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale d'Occitanie	Directeur régional	Direction régionale	62,09	37,91	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Bretagne	Directeur régional	Direction régionale	70,25	29,75	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Pays de la Loire	Directeur régional	Direction régionale	49,71	50,29	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Centre-Val-de-Loire	Directeur régional	Direction régionale	52,69	47,31	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Hauts-de-France	Directeur régional	Direction régionale	58,84	41,16	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCI	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Grand Est	Directeur régional	Direction régionale	55,70	44,30	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale d'Auvergne Rhône-Alpes	Directeur régional	Direction régionale	65,55	34,45	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale d'Île-de-France	Directeur régional	Direction régionale	57,20	42,80	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de service déconcentré de la direction régionale de Nouvelle-Aquitaine	Directeur régional	Direction régionale	66,14	33,86	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste

ANNEXE V

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION
ET DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES (DGCCRF)*Direction générale*

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 à 17 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de réseau (CSAR) de la DGCCRF	Directeur général	Services centraux, SCN rattachés à la DGCCRF et agents de la DGCCRF en services déconcentrés	58,84	41,16	11	11	OUI	Élection directe Scrutin de liste

ANNEXE VI
 FORMATIONS SPÉCIALISÉES DE SERVICE DES MINISTÈRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS
 DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS (DGDDI)

Instance	CSA de rattachement et Présidence	Effectifs au 1 ^{er} janvier 2022	Nombre de sièges de formation spécialisée (art. 16 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Mode de désignation
			Titulaires	Suppléants	
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Paris	CSA de service déconcentré de la direction interrégionale Ile-de-France Directeur régional	289	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Paris Est	CSA de service déconcentré de la direction interrégionale Ile-de-France Directeur régional	223	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Paris Ouest	CSA de service déconcentré de la direction interrégionale Ile-de-France Directeur régional	191	5	5	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale d'Amiens	CSA de service déconcentré de la direction interrégionale Hauts-de-France Directeur régional	157	5	5	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Lille et de Dunkerque	CSA de service déconcentré de la direction interrégionale Hauts-de-France Directeur interrégional adjoint	1301	10	10	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Nancy	CSA de service déconcentré de la direction interrégionale Grand Est Directeur régional	302	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Strasbourg	CSA de service déconcentré de la direction interrégionale Grand Est Directeur régional	175	5	5	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Mulhouse	CSA de service déconcentré de la direction interrégionale Grand Est Directeur régional	277	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Reims	CSA de service déconcentré de la direction interrégionale Grand Est Directeur régional	200	5	5	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Dijon	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire Directeur régional	146	5	5	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020

Instance	CSA de rattachement et Présidence	Effectifs au 1 ^{er} janvier 2022	Nombre de sièges de formation spécialisée (art. 16 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Mode de désignation
			Titulaires	Suppléants	
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Centre-Val de Loire	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire Directeur régional	161	5	5	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Besançon	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire Directeur régional	243	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Lyon	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Auvergne-Rhône-Alpes Directeur régional	428	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Chambéry	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Auvergne-Rhône-Alpes Directeur régional	281	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale d'Annecy	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Auvergne-Rhône-Alpes Directeur régional	386	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Clermont-Ferrand	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Auvergne-Rhône-Alpes Directeur régional	84	5	5	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Nice	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse Directeur régional	243	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Corse	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse Directeur régional	114	5	5	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Marseille et d'Aix-en-Provence	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse Directeur interrégional adjoint	642	8	8	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Montpellier	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Occitanie Directeur régional	255	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020

Instance	CSA de rattachement et Présidence	Effectifs au 1 ^{er} janvier 2022	Nombre de sièges de formation spécialisée (art. 16 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Mode de désignation
			Titulaires	Suppléants	
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Perpignan	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Occitanie Directeur régional	327	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Toulouse	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Occitanie Directeur régional	327	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Bayonne	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Nouvelle-Aquitaine Directeur régional	249	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Bordeaux	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Nouvelle-Aquitaine Directeur régional	259	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Poitiers	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Nouvelle-Aquitaine Directeur régional	258	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Pays de la Loire	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Bretagne, Pays de la Loire Directeur régional	295	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Bretagne	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Bretagne, Pays de la Loire Directeur régional	273	7	7	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Caen	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Normandie Directeur régional	168	5	5	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020
Formation spécialisée de service de la direction régionale de Rouen et du Havre	Comité social d'administration de service déconcentré de la direction interrégionale Normandie Directeur interrégional adjoint	534	8	8	art. 25 et 26 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020

**ANNEXES VII À VIII RELATIVES AUX COMITÉS SOCIAUX D'ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS
A CARACTÈRE NON INDUSTRIEL OU COMMERCIAL RELEVANT DES MINISTÈRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS**

ANNEXE VII

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTÈRE NON INDUSTRIEL OU COMMERCIAL

Institut Mines-Télécom – Ecole nationale supérieure des mines de Paris

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCT	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration de l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel Institut Mines-Télécom	Directeur général de l'Institut	Institut	43,15	56,85	10	10	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de l'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel Ecole nationale supérieure des mines de Paris (Mines Paris)	Directeur général de l'école	École	39,51	60,49	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste

Instituts régionaux d'administration (IRA)

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration d'établissement public Institut régional d'administration de Lyon	Directeur de l'institut	Institut	Sans objet	Sans objet	2	2	NON	Scrutin de sigle
Comité social d'administration d'établissement public Institut régional d'administration de Nantes	Directeur de l'institut	Institut	Sans objet	Sans objet	2	2	NON	Scrutin de sigle
Comité social d'administration d'établissement public Institut régional d'administration de Metz	Directeur de l'institut	Institut	Sans objet	Sans objet	2	2	NON	Scrutin de sigle
Comité social d'administration d'établissement public Institut régional d'administration de Lille	Directeur de l'institut	Institut	Sans objet	Sans objet	2	2	NON	Scrutin de sigle
Comité social d'administration d'établissement public Institut régional d'administration de Bastia	Directeur de l'institut	Institut	Sans objet	Sans objet	2	2	NON	Scrutin de sigle
Comité social d'administration d'établissement public commun aux instituts régionaux d'administration	Directeur général de l'administration et de la fonction publique	Ensemble des instituts	Sans objet	Sans objet	7	7	NON	Composition par addition conformément à l'article 20-1° du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020

Autres établissements

Instance	Autorité de rattachement	Périmètre	% Femmes	% Hommes	Nombre de sièges de l'assemblée plénière (art. 14 décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020)		Formation spécialisée SSCF	Mode de désignation
					Titulaires	Suppléants		
Comité social d'administration d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel Groupe des écoles nationales d'économie et statistiques (GENES)	Directeur général de l'établissement public	GENES	41,00	59,00	5	5	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration d'établissement public Institut national de la propriété industrielle (INPI)	Directeur général de l'établissement public	INPI	59,97	40,03	8	8	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration d'établissement public Agence nationale des fréquences (ANFR)	Directeur général de l'établissement public	ANFR	35,35	64,65	7	7	OUI	Élection directe Scrutin de liste
Comité social d'administration de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (ERAFP)	Directeur de l'établissement public	ERAFP	Sans objet		2	2	NON	Scrutin de sigle